

Les députés boycottent Bouchareb, président de l'APN

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4777 - Ven. 10 - Sam. 11 mai 2019 - Prix : 10 DA

MDN

Louisa Hanoune placée en «détention provisoire» dans une prison civile de Blida

Page 24

Avec la grève des contrôleurs qui perdure

Le difficile pari du ministère du Commerce

Page 3

Syrie, le nord-ouest s'embrase à nouveau

Par Mohamed Habili

Suivant l'accord passé entre la Russie, l'Iran et la Turquie concernant la zone dite de désescalade dans la province d'Idleb, au nord-ouest de la Syrie, il revenait à la Turquie de désarmer les groupes d'opposition qui y avaient trouvé refuge, et tout particulièrement celui qui parmi eux en avait le contrôle effectif : Hayat Tahrir el-Cham, l'ex-front Nosra, la section locale d'al-Qaïda. A cette condition seulement, l'armée syrienne et ses alliés russes ne devaient pas lancer une offensive dans le style de celles qui lui avaient permis de reprendre le contrôle de la majeure partie du pays. Plusieurs mois plus tard, non seulement la Turquie n'a pas désarmé Hayat Tahrir el-Cham, que pourtant elle-même considère comme terroriste, mais elle n'a rien fait pour empêcher d'étendre son emprise au sud d'Idleb et au nord de Hama, c'est-à-dire dans cette même zone de désescalade convenue entre les parties prenantes au processus d'Astana. Le dernier round de ce processus s'est déroulé il y a quelques jours seulement. La veille de sa tenue, le président syrien avait exprimé son impatience non seulement de ce que la Turquie n'ait pas tenu ses engagements mais de ce qu'elle laisse les groupes terroristes mener des opérations contre ses forces, se soldant parfois par de lourdes pertes dans leurs rangs.

Suite en page 3

Le hirak au 1^{er} vendredi du ramadhan

Les Algériens ont relevé le défi

- Béjaïa/Le mouvement réaffirme sa détermination d'aller jusqu'au bout
- Tizi Ouzou/Mouvement populaire, la mobilisation reste intacte



Pour ce 12^e vendredi de la protestation populaire pacifique, les Algériennes et Algériens ont relevé le défi et sapé les hypothèses d'un essoufflement de leur mouvement en raison du ramadhan. Lire page 2

Regards

La pléthore en entreprise, un piège mortel en temps de crise

Page 4

Théâtre d'Oran

De nouvelles comédies à l'affiche

Page 13

Le hirak au 1^{er} vendredi du ramadhan

Les Algériens ont relevé le défi

■ Pour ce 12^e vendredi de la protestation populaire pacifique, les Algériennes et Algériens ont relevé le défi et sapé les hypothèses d'un essoufflement de leur mouvement en raison du ramadhan.

Par Lynda Naili

Malgré les contraintes du jeûne et une température élevée digne d'un mois d'août, par milliers, les manifestants, hommes femmes, enfants, vieilles, vieux, ont marché sur les grands axes et places publiques, désormais devenus symboles de la révolution du sourire, dans différentes villes du pays. A Alger, tel qu'attendu, la mobilisation a été importante pour entamer l'acte XII de la protesta populaire. Après la prière du vendredi, des marées humaines ont cheminé de la rue Didouche-Mourad vers la place Maurice-Audin puis la Grande-Poste où se trouvait depuis 9 heures du matin un rassemblement sur le parvis de la bâtisse emblématique. Certains ont marché le long de l'avenue Pasteur et, parce que le Tunnel des facultés était fermé par des fourgons des forces de l'ordre, sont redescendus par la rue du 19 mai 1956 (faculté centrale) pour rejoindre la Place Audin. La composante de la marche de ce premier vendredi du mois de ramadhan était un peu différente, où la tranche d'âge et les catégories sociales des manifestantes et manifestants rendaient au mouvement sa maturité du début. Pour ceux restés à la maison, particulièrement des femmes âgées, de leurs fenêtres et balcons aspergeaient d'eau les manifestants, histoire de les rafraîchir et de les encourager à poursuivre leur marche.

Avec des slogans évoluant au rythme de l'actualité nationale, les manifestants drapés des emblèmes national et amazigh ont continué à scander de vive voix ou sur des pancartes et banderoles, des slogans pour le changement radical du système en place et le départ des figures qui le représentent à l'instar de Bensalah, Bedoui, Bouchareb, avec une nouvelle tête pour ce 12^e vendredi : Mohamed Djemai, nouveau SG de FLN. Un FLN



Photo: Soraya J. A.

que les manifestants ont appelé aussi à dégager. Ainsi, unanime, la foule crie non aux élections présidentielles du 4 juillet : «Makanch intikhhabate ya issabat (il n'y aura pas d'élections avec la bande)», «Le peuple pour l'avènement d'une 2^e République et l'élection d'une assemblée constituante», pouvait-on lire sur une banderole géante écrite en arabe et en français. «Djazaïr Hora Démocratia (Algérie libre et démocratique)», «Ni bourek, ni chorba, le peuple poursuit le hirak et la lutte continue».

Vers 16 heures, les manifestants formant des cercles se sont assis à même le sol, d'autres ont constitué des groupes, pour les uns comme pour les autres, les citoyens à tour de rôle ont librement pris la parole pour insister sur le maintien du mouvement, son caractère pacifique et sur l'unité du pays et de son peuple. Par la suite, avec probablement l'arrivée de la fraîcheur, les marcheurs ont arpenté en très grand nombre la rue Hassiba Ben Bouali pour rejoindre la Grande Poste par le boulevard Amirouche.

Notons qu'à leur arrivée le matin vers 9 heures, des

dizaines de manifestants rassemblés à la Grande-Poste ont observé une minute de silence à la mémoire des martyrs des massacres du 8 mai 1945 à Sétif, Kherrata et Guelma.

En outre, il y a lieu de relever qu' hormis ceux postés à l'intérieur du Tunnel des facultés, les policiers étaient quasiment absents (du moins ceux en tenue) sur l'ensemble des itinéraires empruntés par les manifestants. Toutefois, un hélicoptère de la police n'a cessé de toute la journée de survoler la capitale.

Par ailleurs, à l'intérieur du pays, la même mobilisation s'est déployée notamment à Bordj Bou Arréridj, surnommée «capitale du hirak», tant parce qu'elle aura créé un profond engagement citoyen depuis le 22 février dernier, où un iftar géant était prévu à la fin de la manifestation pour permettre aux citoyens de rompre tous ensemble le jeûne. A Oran, M'sila, Mostaganem, Constantine, Bouira, Tizi Ouzou, Béjaïa, une mobilisation populaire aussi importante a été constatée.

**Ammi Rabah
et sa 2 CV hirakienne**

Retraité de la CNAN, à 81 ans Azzouz Rabah, originaire d'Ain Beïda, Oum El Bouaghi, active au sein du hirak à sa manière. Propriétaire d'une Citroën 2CV 1957, ammi Rabah, citoyen de la ville des Ponts, raconte comment sa 2CV a intégré le mouvement populaire au point d'en devenir la mascotte à Annaba.

«L'idée est venue des jeunes de mon quartier à Constantine qui m'ont proposé de faire de ma voiture un des symboles du mouvement populaire. Pour cela, ils l'ont peinte aux couleurs du dra-

peau national et inscrit sur les portières des slogans que j'ai beaucoup aimés : «La jeunesse est l'avenir», «La jeunesse veut du travail», «La liberté, La justice». C'est ainsi, poursuivra-t-il, que «j'ai décidé de participer à cette 2^e révolution après celle de novembre pour une 2^e République. J'ai roulé à Annaba, Khenchela et Oum El Bouaghi et là je viens de faire 500 km pour venir à Alger car le véritable pouls se prend dans la capitale.

L. N.



Béjaïa

Le mouvement réaffirme sa détermination d'aller jusqu'au bout

Le jeûne n'a pas dissuadé les Béjaouis de sortir en masse dans la rue. Ils ont investi le boulevard de la Liberté pour le 12^e vendredi de suite comme partout ailleurs, à travers l'ensemble des wilayas du pays, afin d'exprimer à nouveau leur attachement à l'instauration d'un Etat démocratique et populaire, un Etat de droit et exiger le départ du régime totalitaire en place. Des dizaines de milliers de personnes (femmes, hommes, jeunes et

vieilles personnes...) ont manifesté sous un soleil de plomb. La mobilisation a été au rendez-vous encore hier, premier vendredi du mois de ramadhan. Une grande détermination des manifestants de poursuivre le combat pour une nouvelle République. Les manifestants qui ont investi la cour de la maison de la culture vers midi se sont ébranlés vers 14 h sur le boulevard de la Liberté, brandissant des pancartes exprimant leurs revendications

et des slogans hostiles au régime, aux décideurs et l'élection présidentielle du 4 juillet prochain : «Ulac l'vote ulac», «Ulac smah ulac», «Klitou Lebled ya sarakine», «Les deux B dégagent» «Algérie libre et démocratique», «Algérie, une République pas une monarchie», «Silmia silmia», «Samidoune Samidoune Lilaissaba Rafidhoune», «Système dégage», «Dégage, dégage, houkoumat le bricolage», «Anelhou anelhou alema y'rouh

udhavu», «On marchera jusqu'au départ du régime», «FLN dégage», «RND dégage». Autant de slogans et de revendications arborés aussi sur des banderoles et pancartes tout au long du parcours de la marche, marquée par une participation importante qui dénote de la détermination du mouvement d'imposer un changement radical du régime.

Hocine Cherfa

Tizi Ouzou/Mouvement populaire, la mobilisation reste intacte

La mobilisation citoyenne contre le système en place est restée intacte et n'a pas été affectée par la soif et la faim du mois de ramadhan hier à l'occasion de la traditionnelle marche du vendredi dans son 12^e acte. En effet, les habitants de Tizi Ouzou étaient au rendez-vous pour

battre le pavé depuis le campus Hasnaoua de l'université jusqu'au mémorial de l'ancienne gare routière en empruntant les principales artères de la capitale du Djurdjura dans une ambiance festive et revendicative. Les manifestants ont scandé et brandi des slogans hostiles

au pouvoir ainsi qu'à sa feuille de route. Ils ont exprimé leur rejet des élections présidentielles du 4 juillet par des chants et des banderoles. Ils ne réclament que le départ du système. Les manifestants ont exprimé leur désintérêt pour les arrestations parmi les hommes d'affaires de

l'ère Bouteflika. Les manifestants ont commencé à se disperser dans le calme vers 16 h avec la même détermination de poursuivre le combat jusqu'à l'aboutissement des revendications du peuple.

Hamid Messir

Reprise des travaux au Parlement

Les députés boycottent Bouchareb, président de l'APN

■ Les travaux de l'APN ont repris, jeudi, dans une salle carrément vide, en présence de six députés sur les 462 que compte l'Assemblée. Présidée par Mouad Bouchareb, ses travaux en séance plénière, consacrée aux questions orales destinées à plusieurs membres du gouvernement, ont été marqués par un boycott de la majorité écrasante des députés.

Par Lynda Naili

Le boycott par les députés (opposition et pro-pouvoir dont ceux du parti du FLN) de cette séance, à laquelle ont pris part uniquement des députés auteurs des questions adressées aux ministres de six secteurs, tend à demander au président de l'APN, Mouad Bouchareb, de présenter sa démission. Trois vice-présidents de l'APN et trois présidents des commissions permanentes, tous appartenant au FLN, avaient signé, mercredi, un communiqué dans lequel ils ont demandé à Mouad Bouchareb de présenter sa démission. Le communiqué en question a été signé par les vice-présidents Mourad Helis, Abderrazak Terbeche et Mohamed Moussaoudja ainsi que les présidents des commissions des finances et du budget, de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle, de l'agriculture et de la pêche et de la protection de l'environnement. « Cette démarche s'inscrit dans le cadre des revendications du mouvement populaire, intervenant en adéquation avec les orientations de notre parti, direction et militants, afin de garantir la stabilité de l'APN et le bon déroulement de ses travaux en cette conjoncture que traverse le pays », ont-ils expliqué. Après avoir demandé à Mouad Bouchareb de « répondre immédiatement » aux revendications exprimées par le peuple, les signataires ont affirmé que la position qu'il



Ph.D. R.

l'article 125 (alinéa 2) du règlement intérieur du Conseil de la nation et dans le cadre de l'examen de la demande du ministre de la Justice, garde des Sceaux relative à l'activation de la procédure de la levée de l'immunité parlementaire des deux sénateurs, Saïd Barkat et Djamel Ould Abbès, la Commission des affaires juridiques, administratives, des droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial du Conseil de la nation a tenu, jeudi 9 mai, deux réunions lors desquelles elle a auditionné les deux membres concernés pour l'élaboration d'un rapport à soumettre au bureau, avant de le présenter aux sénateurs en séance à huis clos», a précisé le communiqué de la haute chambre du Parlement. Présidées par Noureddine Bellatrach, président de la Commission, les réunions se sont déroulées en présence du vice-président du Conseil de la nation, chargé de la législation et des relations avec le gouvernement et l'Assemblée populaire nationale (APN), ajoute le communiqué. Il convient de rappeler que le bureau du Conseil de la nation avait transmis, il y a quelques jours, à la Commission des affaires juridiques et administratives la demande du ministre de la Justice, garde des Sceaux relative à l'activation de la procédure de la levée de l'immunité parlementaire des deux sénateurs. **M. B.**

Immunité parlementaire : Ould Abbès et Berkat devant la commission des affaires juridiques

prendra « donnera inéluctablement une image civilisée de notre institution constitutionnelle et évitera le recours à d'autres actions susceptibles de faire remonter le peuple algérien contre nous ». « En l'absence d'une réponse, nous, représentants des structures de l'APN, sous la bannière du parti FLN, tenons à vous informer que nous allons boycotter toutes les activités et travaux que vous présiderez dorénavant », lit-on dans le communiqué. Le 24 octobre dernier, M. Bouchareb a été élu président de l'APN, en remplacement de Saïd Bouhadja qui a fait l'objet d'un retrait de confiance par la majorité des députés de la chambre basse du Parlement.

La Commission des affaires juridiques, administratives, des droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial du Conseil de la nation a tenu jeudi deux réunions lors desquelles elle a auditionné les deux membres Saïd Barkat et Djamel Ould Abbès, aux fins d'élaborer son rapport concernant la levée de l'immunité parlementaire des deux sénateurs. « Conformément à l'article 127 de la Constitution et

Avec la grève des contrôleurs qui perdure Le difficile pari du ministère du Commerce

Alors qu'ils devaient descendre sur le terrain, en ce début du mois de ramadhan, les contrôleurs faussent la route au ministre du Commerce et observent la grève. Avec ce bras de fer qui semble perdurer dans le temps, le citoyen qui fait face à une hausse vertigineuse des prix de tous les produits, est le seul perdant dans cette anarchie. Le plan du ministère du Commerce n'a pas eu les résultats escomptés. La grève des inspecteurs et contrôleurs commerciaux vient compliquer la mission de ce département durant ce mois sacré du ramadhan. Cette action de contestation inattendue des contrôleurs vient compliquer les choses au ministre du Commerce qui croyait bien contrôler le marché durant le mois de jeûne avec l'annonce en grande pompe de l'instauration des prix de référence pour certains produits alimentaires ainsi que le renforcement du contrôle durant le ramadhan. Ainsi, le ministère n'a pas réussi à

éviter la flambée des prix déjà palpable à la veille de ce mois. Face à cette situation, les spéculateurs continuent de tirer profit de cette grève et le seul perdant est le citoyen qui paye un prix cher de cette anarchie. En réaction à cette action de contestation, le ministère du Commerce a appelé les travailleurs du secteur à rejoindre leurs postes de travail, rappelant aux concernés que le tribunal administratif d'Alger a déclaré la grève « illégale ». « Le ministère du Commerce informe les travailleurs du secteur affiliés au Syndicat national des travailleurs du secteur du commerce (SNTC) relevant de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) qui observent une grève à l'appel de ce syndicat, que le tribunal administratif d'Alger a jugé illégale cette grève annoncée en vertu du préavis du 30 avril 2019 », indique un communiqué du ministère du Commerce. Conformément à la décision de justice « rendue le 8 mai 2019, le

ministère appelle les travailleurs affiliés à ce syndicat à rejoindre leurs postes de travail et affirme qu'il s'engage à satisfaire la majorité des revendications convenues au préalable », a ajouté le communiqué, soulignant que « la porte du dialogue restera ouverte à tous les partenaires sociaux ». Pour rappel, les agents de contrôle du secteur du commerce ont entamé, mercredi, une grève pour réclamer « l'amélioration des conditions de travail des agents de contrôle, notamment en ce qui concerne le système indemnitaire et leur protection lors de l'exercice de leurs fonctions ». La grève organisée par le SNTC se poursuivra les 8 et 9 mai et reprendra les 13, 14 et 15 mai en cours si les revendications ne sont pas prises en charge. Cette grève intervient suite au « refus par le ministère du Commerce de satisfaire les revendications des agents du commerce qui ont déposé un préavis de grève le 30 avril et observé des sit-in les lundi

et mardi derniers », a déclaré le secrétaire général du SNTC, Ahmed Allali. S'agissant de la nature des revendications réclamées par le SNTC, elles étaient principalement axées sur le programme élaboré par les deux groupes de travail conjoints, composés de cadres de l'administration centrale, de représentants de partenaires sociaux (« Snap ») filière commerce et Syndicat national des travailleurs du commerce (« SNTC »). Dans une déclaration à l'APS, le conseiller du ministre chargé de la Communication, Samir Meftah a indiqué que le partenaire social qui a décidé d'observer une grève « n'a pas voulu poursuivre le dialogue et a présenté de nouvelles revendications irréalisables ». Les principales revendications débattues depuis la formation des deux groupes mixtes en décembre 2018 « ont été définitivement tranchées ». Il s'agit essentiellement d'assurer une protection à travers un

LA QUESTION DU JOUR

Syrie, le nord-ouest s'embrace à nouveau

Suite de la page une

S'il n'était pas allé jusqu'à dire qu'il n'attendait qu'une seule chose de cette réunion, qu'elle mette fin à cette situation, sinon son armée s'en chargerait, le fait est que tout le laissait entendre dans son propos. Ce dernier pouvait d'ailleurs être compris comme s'adressant autant à la Turquie qu'à la Russie, pour qui l'heure de la reconquête d'Idlib n'avait pas sonné. Peu après, le président russe trouvait dans la réunion de Pékin sur les Nouvelles routes de la soie l'occasion de répondre au président syrien, ce qu'il a fait en affirmant de nouveau que le temps n'était toujours pas arrivé pour lancer une offensive sur Idlib. Ici même, il a été relevé alors que pour la première fois Russes et Syriens étaient en désaccord, et que dans ces conditions, il n'était pas à exclure que l'armée syrienne se décide à reprendre toute seule Idlib, le dernier bastion de l'opposition, c'est-à-dire à se passer de l'appui aérien russe. Les opérations en cours au sud d'Idlib menées par l'armée syrienne, et qui se sont déjà traduites par des gains importants, ont démenti au moins en partie cette appréciation, puisque l'aviation russe, aux côtés de l'aviation syrienne, y prend part. Serait-ce alors que les Russes se soient finalement résolus à soutenir une bataille voulue par les Syriens mais qu'eux-mêmes auraient voulu porter à plus tard? On ne peut pour le moment répondre par l'affirmative à cette question. Même si l'offensive, compte tenu de son envergure, est susceptible de se développer en un assaut sur Idlib dans les prochains jours, rien ne dit encore que telle est effectivement sa finalité. Il peut ne s'agir pour ses initiateurs que de purger la zone de toute présence terroriste, une tâche qui revenait en principe à la Turquie, mais dont elle ne s'est guère préoccupée. Ce qui intéresse la Turquie, ce n'est pas de démilitariser la région comprise entre Idlib et Hama, mais celle qui se trouve à l'est de l'Euphrate, et qui pour l'heure est sous le contrôle des forces kurdes. Étrangement, les bombardements dans cette zone de désescalade ont commencé peu après qu'elle-même a annoncé que les négociations avec les Américains relativement à la zone d'exclusion convoitée par elle ont beaucoup progressé.

M. H.

accompagnement par des éléments de la Sûreté nationale et de la Gendarmerie nationale ainsi que les revendications relatives au Fonds de revenus complémentaire (FRC) en suspens depuis près de vingt ans outre la formation.

Louiza Ait Ramdane

La pléthore en entreprise, un piège mortel en temps de crise

■ *Qu'est-ce qui peut permettre de sortir l'économie algérienne des rets de l'idéologie et des vicissitudes politiques ? Poser la question de cette façon, c'est d'ores et déjà imposer la réflexion préalable autour des risques multidimensionnels que recouvre la mise en péril de cette économie, qui compromettrait de façon irréversible la maîtrise de ce pour quoi on l'a semble-t-il reléguée à un plan secondaire, à savoir : l'idéologique et le social. Deux réalités se rejoignent, dans ce contexte, pour construire ce paradoxe, l'une est liée à la gestion hyper sociale de l'économie, et l'autre aux effets de cette gestion en temps de crise financière.*

Par Filali H. Imène

À interroger la gestion sociale de l'économie, on y retrouverait des travers que ne peut justifier le seul souci de faire primer le social sur l'économique, car si cela était effectivement le cas, l'entité économique que l'on décide d'asservir à la cause sociale ferait l'objet d'un intérêt quant aux perspectives de sa viabilisation sur le long terme, puisqu'il est aisé de comprendre que c'est de sa pérennité que dépend la satisfaction de l'impératif social qui lui a été assigné de fait. D'emblée, le social est hypothéqué, sur le long terme, du fait qu'on a pris des décisions et fait des choix de gestion que les experts qualifient d'antiéconomiques, mais qui pourraient être également qualifiés d'antisociaux dans le sens où en sacrifiant l'outil, on compromet toutes les chances de préserver ce qui lui donne sa raison d'être. Après tout, toute économie est au servi-

ce du progrès social et de l'essor humain, et c'est pour cette raison que plus l'économie est forte, plus le social se porte bien.

Ainsi, la massification pléthorique de l'emploi économique que l'on choisit, pour des raisons politiques, voire idéologiques, de réduire à sa finalité sociale aux dépens de sa fonction économique prioritaire, est l'avant-scène d'une mise en place des conditions de la mise à mort programmée des entreprises, non seulement parce que le nombre dit pléthorique qui farde la masse salariale de l'entité économique en question est impossible à supporter sur le long terme et dès la survenue d'une crise inattendue, mais également parce que la pléthore qui est connue pour être consentie massivement, ne répond à aucun besoin en recrutement qui obéit à des critères de compétences, de mérite et/ou de perméabilité à la formation qualifiante que l'on trouverait chez ce personnel inopportun, et prive, définitive-



PH.D.R.

ment, l'entité économique de toute compétitivité en relevant les indices de ces coûts de production de produits ou de services. Les transferts sociaux consentis directement sont ce qu'ils sont, autrement dit la mani-

festation d'une volonté politique de maintenir de grands équilibres sociaux propices au développement humain et à la cohésion sociale. Mais lorsque ces transferts se déplacent du champ social qui est leur terrain

naturel, pour créer de l'emploi social dans des entités économiques qu'on a amenées à recruter par milliers de personnes des primo-demandeurs d'emploi non qualifiés, la crise sociale cesse d'être seulement une crise sociale, car ces choix participent de la mise en crise de l'économie et compromettent les chances d'un redressement social par le développement économique.

Cette réalité complexe ne remonte jamais en surface lorsque les moyens financiers permettent de l'occulter. Ce que la rente des hydrocarbures permet de faire depuis des décennies. Mais avec l'amenuisement des ressources, la démographie aidant et le relèvement du niveau des attentes citoyennes, ces dysfonctionnements structurels pourraient apparaître au grand jour et être l'amorce d'une crise, la plus grande qui soit, qui toucherait l'économie, le social et le politique.

F. H. I.

Soirées de ramadhan «Nuits d'Alger»

Le patrimoine culturel saharien à l'honneur

Une première soirée de ramadhan de la manifestation «Nuits d'Alger» a été organisée jeudi au Palais de la culture Moufdi-Zakaria (Alger), marquée par une exposition exceptionnelle du patrimoine culturel et touristique des wilayas du sud du pays. Au début de la soirée, une table d'El Iftar traditionnelle avec différents plats spéciaux au Sud algérien a été organisée à cette occasion, avant que les participants ne sillonnent les différentes expositions sur les objets traditionnels

et les sites historiques et archéologiques ainsi qu'une autre exposition sur le patrimoine culturel immatériel du continent africain. Entre autres les participants à cet événement, figure la présidente de l'association culturelle «Ihiket» de l'artisanat à Tamanrasset, Tati Fatma, qui a décoré le Palais de la culture avec une tente targuie traditionnelle, reflétant ainsi la richesse et la diversité de l'art local. Saluant cette manifestation, Mme Tati l'a qualifiée d'«occasion importante pour l'échange cultu-

rel inter-wilayas». Cette soirée a été marquée également par la participation d'autres artisans, à l'image de Mohamedi Ahmed (commune Messaad - Djelfa), spécialiste en burnous en poils et kachabia, ainsi que Dagmane Dalila (Ouargla) spécialisée en broderie et habit traditionnel de Touggourt. Organisée par le ministère de la Culture en collaboration avec le ministère du Tourisme dans le cadre de la célébration des soirées ramadhanesques et le Mois du patrimoine,

cette manifestation a vu la présence des ministres de la Culture, Meriem Merdaci, du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Messaoud, des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum et de la Communication et porte-parole du gouvernement, Hassan Rabhi. A cette occasion, la ministre de la Culture a estimé que cette manifestation se veut «un renforcement et une valorisation de l'image de l'Algérie aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur» en «faisant des

constantes culturelle, touristique et patrimoniale de toute l'Algérie». Pour sa part, le ministre du Tourisme a indiqué que «les Nuits d'Alger» vise à concrétiser l'image de l'Algérie avec «son patrimoine culturel diversifié et ses appartenances à la méditerranée, au Sahara et autres». Trois autres soirées sont attendues également les jeudis prochains de ce mois de ramadhan, lesquelles seront consacrées respectivement à l'ouest, au centre et à l'est du pays.

Maya B.

Tindouf

Les restaurants Rahma, consécration des valeurs d'entraide

La solidarité durant le mois de ramadhan qui se manifeste sous diverses formes, s'accélère en ce mois de pitié et d'entraide à travers de multiples actions caritatives, dont l'ouverture de restaurants Rahma. Aucun quartier de la ville de Tindouf ne se passe de ces espaces de restauration collective, qui demeurent des haltes pour les nécessiteux et passagers, ainsi que pour les ressortissants musulmans étrangers vivant dans la région. De nombreux volontaires s'activent, en groupes ou individuellement, pour concrétiser cet élan de solidarité et d'entraide, motivés que par l'amour de Dieu, pour venir en aide aux personnes en situation sociale difficile. Des tables

d'iftar (rupture du jeûne) sont, à l'approche de l'iftar, installées à des endroits déterminés, garnies de dattes, de lait et de plats, pour accueillir les jeûneurs, dont une bon nombre de ressortissants africains travaillant dans la région. Les préparatifs sont entrepris la veille du ramadhan par des associations caritatives et des bénévoles, à travers notamment le nettoyage des lieux devant servir de cadre à ces actions caritatives, par souci de créer une ambiance ramadhanesque familiale aux passagers et nécessiteux et leur permettre de vivre, même loin de chez soi, un climat de fraternité et de soutien. Pour le président de l'association «Ness El-Kheir»,

Djamel Bounagua, l'iftar reste une tradition perpétuée par l'association avec le concours de groupes de bénévoles, des jeunes notamment, qui s'efforcent en ce mois de concrétiser toute forme de solidarité, ne ménageant aucun effort pour préparer les plats aux invités. De son côté, le président de l'association «Kafel El-Yatim», Islam Ayad, présente ces restaurants Rahma comme une occasion de diversifier, à travers l'élan de concurrence dans l'action caritative, les menus servis aux nécessiteux et passagers, soulignant au passage le nombre croissant de jeunes bénévoles, tout comme celui des personnes fréquentant ces restaurants, dont

un grand nombre de ressortissants étrangers.

Inciter les bénévoles à ancrer les actions caritatives

Le président de l'association scientifique et culturelle «Malek-Bennabi», Hocine Ammari, a déclaré que l'association, soucieuse d'inciter les bénévoles à ancrer ces actions caritatives, suggère de récompenser les gérants et participants aux restaurants Rahma pour consacrer davantage ces actions humanitaires et de solidarité sociale, un acte généreux méritant tout le respect et l'implication. Approchés par l'APS, des invités

à ces tables collectives ont salué ces actions «nobles» de solidarité et ont affiché leur satisfaction des repas servis, d'une qualité leur permettant de se revigorer pour entamer une nouvelle journée de jeûne. L'on relève également à ces actions de solidarité et d'entraide sociale, la remise entre 150 à 200 repas d'iftar aux familles nécessiteuses, se rapprochant, à l'approche du moment de la rupture du jeûne, des points de restauration, pour emporter leurs «ftour» à domicile. Certaines de ces associations contribuent pour leur part par l'animation de soirées et veillées ramadhanesques, à travers diverses activités culturelles et artistiques.

Yanis F.

Pétrole

Le panier de l'Opep à moins de 70 dollars le baril

■ Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a reculé jeudi à 69,66 dollars le baril, contre 69,88 dollars la veille (mercredi), a indiqué hier l'Opep sur son site web.

PH.D. R.



Par Salem K.

Jeudi, les cours du pétrole reculaient en cours d'échanges européens dans un marché oscillant entre hausse et baisse, pris entre les tensions commerciales sino-américaines qui pourraient peser sur la demande et celles au Moyen-Orient qui pourraient affecter l'offre. Dans l'après-midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 69,81 dollars à Londres, en baisse de 56 cents par rapport à

la clôture de mercredi. A New York, le baril de WTI pour le contrat de juin céda à 61,33 dollars. Les Etats-Unis et la Chine se sont retrouvés jeudi à Washington pour des négociations commerciales à l'issue des plus incertaines, les deux puissances se menaçant mutuellement de nouvelles mesures protectionnistes.

«Si les négociations commerciales entre les deux plus grandes économies mondiales s'effondrent, cela estompera les

espoirs d'une reprise de la croissance mondiale et les incertitudes sur la demande (de pétrole) vont revenir au-devant de la scène», a résumé un analyste. Les marchés devraient se focaliser tout au long de ces deux jours de discussions sur «les gros titres et les tweets sur les négociations», a donc estimé un autre analyste.

Mais les investisseurs doivent également prendre en compte les tensions autour de l'Iran, alors que l'accord sur le pro-

gramme nucléaire est fragilisé. Alors que l'Arabie saoudite avait promis de remplacer les barils effacés du marché par les sanctions américaines contre Téhéran, les importations de brut des Etats-Unis depuis le royaume sont tombées à leur plus bas depuis 2010, à 311 000 barils par jour en moyenne la semaine dernière, selon les données de l'agence d'information sur l'Energie (EIA).

«L'Arabie saoudite compte produire en juin moins de pétrole

que le pays ne pourrait le faire dans le cadre de l'accord de l'Opep+», ont souligné des spécialistes. «Les risques géopolitiques sont encore très élevés, mais pour l'instant, le marché ne peut pas échapper au conflit commercial», a insisté un analyste. Mais les investisseurs doivent également prendre en compte les tensions autour de l'Iran, alors que l'accord sur le programme nucléaire est fragilisé. Alors que l'Arabie saoudite avait promis de remplacer les barils effacés du marché par les sanctions américaines contre Téhéran, les importations de brut des Etats-Unis depuis le royaume sont tombées à leur plus bas depuis 2010, à 311 000 barils par jour en moyenne la semaine dernière, selon les données de l'agence d'information sur l'Energie (EIA). «L'Arabie saoudite compte produire en juin moins de pétrole que le pays ne pourrait le faire dans le cadre de l'accord de l'Opep+», ont souligné des analystes. Du côté de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), une réunion décisive est programmée pour le 26 juin prochain à Vienne afin de discuter de la décision de renouvellement de leur accord de réduction de la production. Il s'agit de la sixième rencontre ministérielle des pays OPEP et non Opep qui sera précédée par la 176 conférence de l'Opep programmée pour le 25 juin. D'autre part, la quatorzième réunion du comité ministériel de suivi Opep et non-Opep (JMMC) est prévue pour le 19 mai en cours à Djeddah, en Arabie saoudite. L'Organisation et ses partenaires, à leur tête la Russie réduisent leur production de 1,2 million de bpsj à compter du 1^{er} janvier 2019 pour six mois. Il y a une semaine, son secrétaire général, Mohamed Barkindo, a promis de «faire en sorte d'éviter toute crise énergétique».

Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

S. K.

Changes

L'euro monte face au dollar

L'euro poursuivait sa hausse face au dollar hier, le billet vert ne profitant pas de son statut de valeur refuge malgré la montée des tensions entre la Chine et les Etats-Unis après l'entrée en vigueur de nouveaux droits de douane punitifs. Dans la matinée, l'euro s'échangeait à 1,1233 dollar, contre 1,1215 dollar jeudi soir. La Chine a indiqué hier qu'elle allait prendre des mesures de représailles, quelques minutes après l'entrée en vigueur aux Etats-Unis de nouveaux droits de douane punitifs sur certains produits chinois. A minuit, heure de Washington, l'administration américaine a officiellement porté

de 10% à 25% les droits de douane sur 200 milliards de dollars d'exportations chinoises vers les Etats-Unis. «Après une semaine d'attente, la réaction des marchés en Asie a été inhabituelle», a commenté un analyste qui souligne que «les valeurs refuges comme l'or et le yen n'ont pas particulièrement profité de l'annonce». Pourtant, «l'imposition de nouveaux droits de douanes devrait normalement soutenir la demande de dollars et peser sur les devises asiatiques, hormis le yen», ont ajouté des analystes. «Le marché avait largement anticipé ces nouveaux droits de douane», ont-ils cependant ajouté. Par ailleurs,

Washington et Pékin ont poursuivi hier leurs négociations, a indiqué jeudi soir un porte-parole de la Maison-Blanche. «C'est crucial, cela indique qu'une solution est au moins envisageable», ont estimé des spécialistes. De son côté, la livre britannique s'échangeait, dans la matinée à 86,35 pence pour un euro contre 86,21 jeudi soir et à 1,3007 dollar pour une livre au lieu de 1,3014 la veille en fin d'échanges américains. Le yen reculait un peu face à l'euro, à 123,37 yens pour un euro contre 123,08 yens jeudi soir, comme face au dollar, à 109,83 yens pour un dollar contre 109,74 yens la veille au soir. La devise

suisse s'échangeait à 1,1387 franc suisse pour un euro, contre 1,1383 jeudi soir, et à 1,0138 franc suisse pour un dollar, contre 1,0150 la veille au soir. La monnaie chinoise reprenait quelques couleurs, et valait 6,8154 yuans pour un dollar, contre 6,8274 yuans jeudi à 15h30 GMT, son plus bas niveau en fin d'échanges en quatre mois. L'once d'or valait 1 285,45 dollars contre 1 284,03 dollars jeudi soir. Enfin, le bitcoin continuait son ascension et se monnayait à 6 295,40 dollars au lieu de 6 080,72 dollars jeudi soir, selon des chiffres compilés par Bloomberg.

Mahi O. /APS

Gaz naturel

2018, une année remarquable pour le marché mondial, selon Cedigaz

Le Centre international d'informations sur le gaz naturel (Cedigaz) basé à Paris (France) a indiqué dans son dernier rapport, que 2018 a été une année «remarquable» pour le marché mondial du gaz naturel. Intitulé «The Global Gas Market- 2019 Edition»,

le rapport précise que les Etats-Unis se sont particulièrement distingués, représentant près de 50% de l'augmentation mondiale de la consommation et de l'offre. Quant à la Chine, elle a majoritairement contribué à la hausse de la demande grâce à la transition

vers plus de gaz. Par rapport à l'année 2017, la demande globale de gaz a augmenté d'environ 4,6%, soit 170 milliards de m³. C'est la deuxième année consécutive de forte croissance de la demande du combustible. Par ailleurs, 2018 a enregistré la plus

forte croissance de la demande de gaz depuis le rebond d'après-crise de 2010. Comme en 2017, l'expansion de la demande de gaz naturel s'est inscrite dans le cadre d'une croissance mondiale substantielle de la demande mondiale d'énergie, tirée par une éco-

nomie mondiale robuste et des conditions climatiques extrêmes. Selon une étude de la société norvégienne de classification maritime DNV GL, la demande va continuer à croître. En 2026, le gaz deviendra la principale source d'énergie du monde. R. E.

Mila

Ouverture de 13 nouvelles structures scolaires à la prochaine rentrée

■ Treize établissements scolaires, tous paliers confondus, seront mis en service dans la wilaya de Mila «à la prochaine rentrée 2019-2020», a-t-on appris jeudi d'un cadre de la direction de l'éducation.

Par Nabila T.

Le chef du service de la programmation et du suivi du budget au sein de cette direction, Mohamed Baouche, a précisé à l'APS, que ces structures qui enregistrent un taux d'avancement appréciable représentent neuf écoles primaires, dont deux au chef-lieu de wilaya, deux à Chelghoum Laid et un dans chacune des localités de Oued El Athmania, Tadjenanet, Ain Beida Ahriche, Ferdjioa et Terrai Bainen.

Trois écoles parmi le nombre global ont été réalisées dans les sites urbains intégrés (AADL) des communes de Chelghoum Laid, de Ferdjioa et de Tadjenanet, selon le même responsable.

Cette rentrée sera également marquée par l'entrée en exploitation de trois lycées dans la commune de Terrai Bainen d'une capacité de 1 000 places dotées du système de la semi pension permettant d'accueillir 200 scolarisés, un lycée dans celle de Amira Aras et un autre dans la localité d'Ain Tine d'une capacité globale de 800 places et de 200 autres pour la demi-pension

, ajoute la même source, notant que l'ouverture de ces nouvelles structures permettra de porter le taux de couverture à 100%.

Il est prévu également l'ouverture durant la même période du CEM «Azzaba Lotfi» dans la commune d'Ain Tine et de 4 établissements en demi-pension, a fait savoir la même source.

Pas moins de 69 nouvelles classes destinées à réduire la pression exercée sur les autres écoles, est en cours de construction à travers 22 communes de la wilaya et seront opérationnelles au titre de la même rentrée, selon la même source.

S'agissant de la restauration, 18 cantines scolaires sont en cours de réalisation parmi les-



quelles 16 seront destinées à la récupération des classes scolaires utilisées comme restaurants, et dont l'ensemble sera réceptionné durant la même période, a-t-on signalé. N. T.

Batna

Remise prochaine des clés de plus de 530 logements

Les clés de plus de 530 logements promotionnels aidés (LPA) seront remises «prochainement» à leurs bénéficiaires, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. Il s'agit de la distribution, le premier juin prochain, de plus de 200 clés à l'occasion de la Nuit du destin «leïlet El Kadr», à savoir 100 dans la commune de Barika, 50 dans celle de Ain Djasser et 50 autres à Zanat El Beïda, a précisé la même source. Plus de 330 unités

du même type seront également attribuées le 5 juillet prochain dans le cadre de la célébration du double anniversaire des fêtes de l'Indépendance et de la jeunesse dans les communes de Fesdis, Barika, Theniet El Abed et Batna, a-t-on ajouté. Les dates d'attribution de ces habitations ont été fixées suite à la récente réunion qui a été organisée au siège de la wilaya, où un rapport détaillé sur la situation du logement et le bilan des

habitations réalisées, tous segments confondus, a été présenté au wali, Farid Mohamedi, a-t-on souligné, affirmant que l'opération de remise des clés se poursuivra après l'élaboration d'un calendrier. Par ailleurs, l'annonce de la liste des bénéficiaires des 1 421 logements publics locatifs (LPA) est prévue pour le 23 juin 2019 après les examens de fin d'année, ont déclaré récemment les services de la wilaya. Anissa H. /APS

Laghouat

85 établissements publics raccordés au réseau de fibre optique

Pas moins de 85 édifices publics de la wilaya de Laghouat ont été raccordés au réseau de fibre optique, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de l'entreprise Algérie-Télécom (AT). Portant sur un linéaire de 150 km, cette opération a permis le raccordement de structures relevant des secteurs de la Poste, de la Santé, la Justice et de l'Administration locale, a précisé la source. L'opération a donné lieu également au raccordement de 27 annexes administratives par fibre optique, en attendant le raccordement de 13 autres, permettant ainsi d'atteindre un taux de couverture de plus de 63%. Il est

relevé, à ce titre, le raccordement de l'hôpital H'mida-Benadjila de Laghouat au réseau de télé-médecine, une opération qui sera suivie du raccordement de cinq autres structures hospitalières au

réseau de la fibre optique. Retenue au titre du programme d'A.T. pour l'année 2018/2019, cette opération a permis de prendre en charge les doléances des citoyens, la levée des points

noirs et l'accroissement des débits d'Internet au niveau des établissements bénéficiaires. La wilaya de Laghouat dispose de trois agences commerciales, de sept points de vente répartis à

travers différentes daïras de la wilaya, ainsi que de divers équipements de paiement électronique.

A. O.

Tamanrasset

De nouvelles opérations de développement pour la localité d'Ahelfen

De nouvelles opérations de développement ont été retenues en faveur de la localité enclavée d'Ahelfen (53 km nord-ouest de Tamanrasset), dans le but d'améliorer le cadre de vie général et de répondre aux attentes du citoyen, a-t-on appris des services de la wilaya. Il

s'agit, entre-autres opérations, de l'alimentation de cette localité en énergie solaire, le lancement d'une étude de raccordement au réseau du gaz naturel, la réalisation d'une piscine de proximité ainsi que trois stades de proximité. Les services de la wilaya ont fait état aussi de la révision à la

hausse de la tranche de logements ruraux accordés à cette collectivité, en plus de la réhabilitation de logements de fonction de la commune pour les réaffecter à des travailleurs de la Santé et d'autres secteurs vitaux. Le programme de développement prévoit, par ailleurs, l'électrifica-

tion de surfaces agricoles exploitées par 72 agriculteurs, ainsi que l'encouragement et l'appui des personnes désireuses d'investir dans la mise en valeur ou toute autre activité agricole. Ces opérations annoncées par le wali de Tamanrasset, Djilali Doumi, lors de sa dernière visite dans la région, viennent en réponse aux préoccupations soulevées par les habitants d'Ahelfen et liées notamment à l'amélioration de leur cadre de vie. Ces préoccupations sont afférentes, entre-autres, à l'ouverture d'un centre postal, la réalisation de nouvelles opérations pour les jeunes, le parachèvement du projet d'alimentation en eau potable par l'exploitation du château d'eau, livré depuis des années, ainsi que l'extension du réseau d'assainissement.

production et de réaliser un rendement de pomme de terre entre 350 et 400 qx l'hectare. Concernant la production de pomme de terre d'arrière saison, sa cueillette a été achevée en février dernier en réalisant 290 000 qx sur une superficie plantée de 1 000 ha. Ces résultats sont très importants par rapport à la saison écoulée qui a vu la plantation de 831 ha et donnant 234 000 qx de pomme de terre.

R. R.

M. Y./APS

El Bayadh

1 600 ha pour la plantation de pommes de terre de saison

Une surface de 1 600 hectares sera réservée à la plantation de pomme de terre de saison dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles. La plantation de pomme de terre, lancée dernièrement, a touché à ce jour une surface de 688 ha, dont 123 ha réservés aux semences de pomme de terre, a indiqué le chef de bureau de soutien et d'organisation de la production agricole, Omar Remis. Cette saison prévoit de doubler la surface plantée

par rapport à la saison écoulée qui a vu la plantation de 767 ha donnant une production de 268 000 qx de ce tubercule. L'opération de doubler la superficie de cette saison est justifiée par les résultats encourageants obtenus par les agriculteurs et les investisseurs de la wilaya. Le nombre d'agriculteurs de cette filière est passé de 67 l'année dernière à 89 cette saison. L'utilisation des engrais et des moyens modernes de production sont des facteurs ayant permis d'augmenter la

production et de réaliser un rendement de pomme de terre entre 350 et 400 qx l'hectare. Concernant la production de pomme de terre d'arrière saison, sa cueillette a été achevée en février dernier en réalisant 290 000 qx sur une superficie plantée de 1 000 ha. Ces résultats sont très importants par rapport à la saison écoulée qui a vu la plantation de 831 ha et donnant 234 000 qx de pomme de terre.

Libye

Teresa May réitère l'engagement de son pays à soutenir le Gouvernement d'union nationale

■ La Première ministre britannique, Theresa May, a réitéré jeudi l'engagement de son pays à soutenir le Gouvernement d'union nationale de Libye, affirmant qu'il n'y a pas de place pour une solution militaire à la crise libyenne.

Par Amel O.

Lors d'un entretien avec le président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'union nationale de Libye, Faïz al-Sarraj, au 10 Downing street, en présence de responsables du gouvernement britannique et des membres la délégation libyenne, M^{me} May a appelé à la fin des hostilités contre Tripoli et à la reprise du dialogue politique suivant le plan de l'ONU en Libye. Dans ce contexte, Teresa May a dénoncé les violations commises contre les civils innocents suite à l'escalade militaire à Tripoli exercée par le maréchal à la retraite, Khalifa Haftar, soulignant que son gouvernement continuera à œuvrer, dans le cadre du Conseil de sécurité, pour trouver des solutions consensuelles sur le cessez-le-feu. La Première ministre britannique s'est félicitée de la visite d'Al-Sarraj à Londres. Pour sa part, M. Al-Sarraj a salué la position de Londres qui a condamné immédiatement l'attaque, affir-



mant que la résistance se poursuivra pour la défense de la capitale jusqu'au retrait des forces d'agression. Il a souligné, dans ce sillage, que l'attaque a eu lieu alors que le SG de l'ONU se trouvait à Tripoli et que les Libyens se préparaient à la tenue de la conférence nationale inclusive

initiée par l'ONU. «Ceci dénote du mépris de Haftar à l'égard de l'organisation représentant la communauté internationale et ses initiatives pour la résolution de la crise», a-t-il déclaré. Il a tenu également à saluer le rôle de la GB au sein du Conseil de sécurité et la clarté de sa posi-

tion vis-à-vis de l'agresseur et ses démarches permanentes pour le soutien de la stabilité de la Libye et la sortie de la crise actuelle. Après son entretien avec Teresa May, M. Al-Sarraj a rencontré le chef de la Diplomatie britannique, Jeremy Hunt, avec lequel il a abordé nombre de questions relatives à la coopération bilatérale. A rappeler que M. Al-Sarraj, dont le gouvernement est reconnu par la communauté internationale, avait entamé, mardi, une tournée à travers plusieurs capitales européennes, qui l'a mené d'abord à Rome (Italie), à Berlin (Allemagne) puis à Paris (France), en vue de mobiliser le soutien et tenter de dissiper les divisions internationales vis-à-vis de la crise libyenne.

La mission de l'UE appelle à faire prévaloir l'intérêt du peuple libyen

La mission de l'UE en Libye a exprimé sa solidarité avec le peuple libyen qui «a souffert de

l'instabilité au cours des huit dernières années, en particulier des personnes prises au piège des récents combats à Tripoli», a indiqué un communiqué. Dans le communiqué rendu public jeudi, la mission a rappelé qu'elle avait l'intention de célébrer la Journée de l'Europe, le 9 mai de chaque année, à Tripoli. «Nous avons été avec nos amis et partenaires libyens à Tripoli... Malheureusement, depuis l'attaque de Tripoli et l'escalade qui a suivi, nous n'avons pas pu nous y rendre», a-t-elle regretté. La Mission, qui s'est dit inquiète par rapport à la situation en Libye, a appelé les parties en conflit à faire prévaloir l'intérêt du peuple. «La Libye a maintenant besoin de la détermination des dirigeants pour adopter et promouvoir des solutions qui donnent la priorité aux intérêts du peuple libyen et mettent fin au conflit en cours», a-t-elle déclaré. Cette voie «est le seul moyen qui permettra au pays d'aller de l'avant et de mettre fin au conflit», a-t-elle conclu.

A. O./Agences

Présidentielle en Mauritanie

Six candidatures déposées au Conseil constitutionnel

Six candidats qui ont réussi à répondre aux conditions posées par le Conseil constitutionnel ont déposé leurs candidatures, en prévision du scrutin qui aura lieu le 22 juin prochain en Mauritanie, a rapporté jeudi la presse locale. Il convient de souligner que parmi les conditions de validation des candidatures à l'élection présidentielle, figure le parrainage par les élus (maires et conseillers municipaux). Ainsi, la loi électorale mauritanienne prévoit que tout candidat à une élection présidentielle doit recueillir la signature de 100 parrains constitués d'élus municipaux, parmi lesquels figurent au moins cinq maires. En vertu d'un décret appelant les électeurs à élire le président de la République, publié le 16 avril dernier, le Conseil constitutionnel s'attelle à l'élaboration de la liste provisoire des candidats à la présidentielle, à laquelle tout candidat peut d'ailleurs s'opposer. Le Conseil transmet, ensuite, la liste finale des candidats au gouvernement pour la publier au plus tard le 22 mai courant, soit 45 jours avant la date du scrutin. Force est de souligner qu'au moment où la majorité au pouvoir, conduite par l'Union pour la République (UPR), soutient la candidature de l'ancien ministre de la Défense, le général en retraite Mohamed Ould El Ghazouani, la coalition des forces de l'opposition «radicale» a échoué à se mettre d'accord sur une candidature unique à ces élections, ce qui contraint ses par-

tis à entamer ces échéances décisives de façon dispersée. Le candidat Ould El Ghazouani a été le premier à avoir déposé, le 19 avril dernier, son dossier de candidature auprès du Conseil constitutionnel. Bien que Ould El Ghazouani a pris ses distances, lors de son discours de candidature, de toute affiliation politique, l'Union pour la République a quetté cette annonce pour «adopter» le candidat et lui affirmer son soutien. Mieux encore, l'UPR a même présenté l'ancien ministre de la Défense comme «candidat de la majorité au pouvoir». Le candidat jouit également du soutien de larges couches de la société et de forces politiques, dont certaines appartiennent à l'opposition, comme en atteste la tournée qui l'a conduit, le mois dernier, dans 36 districts pour expliquer le bien-fondé de sa candidature et mobiliser le soutien nécessaire. Le

deuxième candidat à déposer son dossier au Conseil constitutionnel est l'ancien Premier ministre durant deux mandats (1992-1996 et 2005-2007), Sidi Mohamed Boubacar, qui a d'abord annoncé son intention de briguer la course présidentielle en tant que candidat «indépendant», avant de se rétracter et recourir ensuite au soutien des forces d'opposition, notamment le Rassemblement national pour la réforme et le développement (Tawasoul), parti d'obédience islamiste qui a récemment pesé de tout son poids pour apporter le soutien requis à cet ancien diplomate. M. Mohamed Boubacar que de nombreux analystes considèrent comme «le candidat du changement civil», avait conclu un accord avec un certain nombre de partis d'opposition qui le soutiennent, comme il jouit aussi du soutien de certains partis séparés

de la majorité présidentielle, tel le Mouvement populaire. L'autre candidat ayant réussi lui aussi à déposer le 29 avril dernier son dossier au Conseil constitutionnel est Biram Dah Abeid, député et militant anti-esclavagiste porté par la coalition IRA-Sawab. Autres candidatures déposées, celles de Mohamed Ould Mouloud, soutenu par la Coalition des forces du changement démocratique conduite par le Rassemblement des forces démocratiques (RFD) d'Ahmed Ould Dadah et de Mohamed El Amin El Murtaji El Wafi, cadre au ministère des Finances, qui se considère comme représentant de la jeunesse sur laquelle le pays compte pour porter la bannière du changement, de la réforme et du progrès. Le dernier dossier de candidature à être reçu mardi dernier par le secrétariat du Conseil constitutionnel est celui de Kane

Hamidou Baba, porte-flambeau de la mouvance nationaliste négro-africaine, soutenu par la coalition «Vivre Ensemble». M. Hamidou Baba avait déjà présenté sa candidature à l'élection présidentielle de 2009, comme il a été député de la coalition des forces démocratiques. En attendant que le Conseil constitutionnel révèle la liste définitive des candidats à la prochaine présidentielle, l'attentisme demeure de mise, d'autant plus que ces échéances représentent un tournant décisif dans l'histoire de la Mauritanie, car elles augurent d'une alternance pacifique au pouvoir dans ce pays. Pour rappel, la dernière élection présidentielle en Mauritanie a eu lieu en 2014, remportée par l'actuel président, Mohamed Ould Abdel Aziz, pour une deuxième et dernière mandature.

Farid M./APS

Sahara occidental

Le représentant du Polisario s'entretient avec le chef du maintien de la paix de l'ONU

Le représentant du Front Polisario à l'ONU, Sidi Omar, s'est entretenu à New York avec le secrétaire général adjoint des Nations unies pour les opérations de maintien de la paix, Jean Pierre Lacroix. Le diplomate sahraoui a indiqué dans un tweet qu'il avait «transmis» au chef des Casques bleus «le point de vue du Front Polisario sur un certain nombre de questions liées à la Minurso et au processus de paix onusien». Le Front

Polisario a saisi en avril le Conseil de sécurité sur les violations majeures du cessez-le-feu par le Maroc, énumérées par le chef de l'ONU dans son dernier rapport sur le Sahara occidental. Le président sahraoui, Brahim Ghali, avait dénoncé dans une lettre transmise au président du Conseil de sécurité à la veille des consultations sur la prorogation du mandat de la Minurso, «une série de gestes de mauvaise foi» dans laquelle s'est lancé le

Maroc et qui a exacerbé les tensions et déstabilisé la situation sur le terrain. Brahim Ghali a relevé que ces «actions déstabilisatrices» doivent être condamnées avec une grande fermeté car elles risquent de compromettre les progrès sur la voie d'une solution politique au conflit au Sahara occidental.

R. M.



Iran

L'UE veut éviter «l'escalade», Washington met en garde contre «toute attaque»

■ Les Européens ont rejeté jeudi l'«ultimatum» de Téhéran sur la reprise de ses activités nucléaires, appelant la République islamique à ne pas s'engager dans une «escalade» sans retour face à la pression croissante des États-Unis de Donald Trump.

Tout en réaffirmant être «ouvert à la discussion» avec l'Iran, le président américain a lui-même accusé les Iraniens de s'être montrés «très menaçants», pour expliquer sa décision d'envoyer un porte-avions et plusieurs bombardiers B-52 dans le Golfe. «Le régime de Téhéran doit comprendre que toute attaque menée par lui ou par ses affidés, quels qu'ils soient, contre des intérêts ou ressortissants américains fera face à une réponse rapide et ferme des États-Unis», a mis en garde le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo, rentré plus tôt que prévu à Washington d'une tournée à l'étranger pour participer à des réunions sur l'Iran. L'administration Trump n'a pas précisé à quelle menace elle faisait référence depuis le week-end dernier, lorsqu'elle a porté sa campagne de «pression maximale» sur le terrain militaire. La crise iranienne a fait irruption au sommet sur l'avenir de l'Union européenne post-Brexit, réuni à Sibiu en Roumanie. Il a ainsi fourni un cas pratique épineux aux Européens, qui avaient prévu d'y débattre de leur rôle sur la scène mondiale, sans la Première ministre britannique

Theresa May. Accusés par l'Iran de céder aux pressions américaines, les trois pays de l'UE impliqués dans le dossier (Allemagne, France et Royaume-Uni), et la cheffe de la diplomatie européenne Federica Mogherini ont réaffirmé leur espoir de sauver l'accord sur le nucléaire iranien. La veille, Téhéran leur avait donné deux mois pour sortir réellement les secteurs pétrolier et bancaire iraniens de leur isolement provoqué par les sanctions américaines, faute de quoi la République islamique renoncerait à des engagements pris dans l'accord international de 2015. «Nous rejetons tout ultimatum et nous évaluerons le respect par l'Iran de ses engagements en matière nucléaire», ont prévenu dans un communiqué Berlin, Paris et Londres avec Federica Mogherini. Dans un climat de tension exacerbée avec Washington, Téhéran a déjà décidé mercredi de s'affranchir de deux des engagements de cet accord qui vise à empêcher l'Iran de se doter de la bombe atomique et que le président Trump a unilatéralement dénoncé il y a un an. L'Iran a ainsi fait savoir qu'il cessait de limiter ses réserves d'eau lourde et d'ura-

nium enrichi, revenant sur des restrictions consenties par l'accord conclu à Vienne en juillet 2015. Les Européens ont exprimé jeudi leur «vive préoccupation», et la cheffe de la diplomatie européenne Federica Mogherini a déclaré que «nous demeurons pleinement attachés à la préservation et à la mise en œuvre intégrale de l'accord sur le nucléaire, une réalisation essentielle dans l'architecture mondiale de non-prolifération nucléaire, qui est dans l'intérêt de la sécurité de tous», ont-ils souligné. S'ils ont rejeté les menaces iraniennes, les Européens ont toutefois réaffirmé leurs «engagements fermes» pour «la levée des sanctions au profit du peuple iranien». Et ils ont déploré les sanctions américaines. Washington a en effet encore durci mercredi ses sanctions économiques contre l'Iran, en ajoutant l'acier, le fer, l'aluminium et le cuivre aux secteurs visés par des mesures punitives. La Russie a également «fermement condamné» ces nouvelles sanctions et a appelé toutes les parties au dialogue afin de «normaliser la situation» et sauver l'accord sur le nucléaire. Les Européens se disent malgré ce regain de tension «déterminés à poursuivre» leurs «efforts pour



Ph. > D. R.

permettre la poursuite du commerce légitime avec l'Iran», en particulier via le système de troc, dit de l'Instex, mis sur pied par Paris, Berlin et Londres fin janvier. «Jusqu'à présent, nous avons vu l'Iran se conformer pleinement à tous les engagements qu'il a pris en matière nucléaire», a rappelé Federica Mogherini. Elle a souligné que l'UE continuerait d'y veiller par le biais des rapports de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). «C'est à nous de travailler pour convaincre les uns et les autres, et aussi l'Iran, de rester

dans l'accord», a insisté le président français Emmanuel Macron. «Il ne faut pas tomber dans l'escalade, il faut que l'on veille à notre sécurité collective». Il a estimé, dans un message à l'adresse de ses partenaires européens, qu'un euro plus fort, qui serait «une vraie monnaie de réserve et de référence alternative au dollar», contribuerait à éviter la situation actuelle. Car cela éviterait selon lui que les entreprises européennes renoncent à investir en Iran par peur des sanctions américaines.

R. C.

Nucléaire

La Corée du Nord fait monter la tension avec ses essais de missiles

Pyongyang a annoncé hier avoir procédé la veille à un essai de frappe «à longue portée» et fait encore monter d'un cran la tension avec Washington, Donald Trump reconnaissant que «personne» n'était «content» des tirs de missiles nord-coréens. Le deuxième sommet entre le président américain et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un s'était soldé en février à Hanoï par un fiasco, sans même de déclaration commune sur un règlement de l'épineuse question nucléaire. Les deux hommes avaient été incapables de se mettre d'accord sur les conditions d'une levée des sanctions internationales prises contre la Corée du Nord et sur les concessions de cette dernière en retour. Depuis, le leader nord-coréen a mis en cause la bonne foi de Washington et réclamé un changement d'attitude américaine. Jeudi, le Nord a «tiré ce qui semble être deux missiles courte portée», a déclaré dans un communiqué le comité sud-coréen des chefs d'état-major interarmées. Lancés de Kusong, dans la province de Pyongan Nord, ils ont parcouru respectivement 270 et 420 kilomètres en direction de l'est. Il s'est agi du deuxième essai militaire en moins d'une semaine, alors que Pyongyang n'avait plus tiré de missile depuis novembre 2017. Dans l'intervalle, la péninsule

a été le théâtre d'une remarquable détente qui a été illustrée notamment par une multitude de rencontres diplomatiques entre M. Kim et des dirigeants étrangers, dont les deux sommets avec M. Trump. Assurant d'étudier la situation «très sérieusement», le président américain, qui d'habitude insiste inlassablement sur la qualité de ses relations avec Kim Jong Un, s'est ouvertement interrogé sur sa volonté de négocier sérieusement. «Personne n'est content de ce qui s'est passé», a-t-il affirmé en évoquant lui aussi des «missiles de courte portée». «La relation se poursuit, mais nous verrons», a-t-il ajouté, affirmant avoir le sentiment que les Nord-Coréens n'étaient pas véritablement «prêts à négocier». L'essai nord-coréen a eu lieu au moment où Stephen Biegun, représentant spécial américain pour la Corée du Nord, réalisait à Séoul sa première visite depuis l'échec de Hanoï. Hier, le Rodong Simmun, organe officiel du parti au pouvoir à Pyongyang, consacrait toute sa une et la moitié de sa deuxième page au lancement de la veille, en publiant 16 photos, dont une de Kim Jong Un observant le tir d'un abri. Il s'agissait d'un essai de «frappe à longue portée», a même avancé l'agence officielle nord-coréenne KCNA, sans préciser le type d'arme testée, et en évitant

les mots «missile», «fusée» ou «projectile». Lors de son exercice militaire, samedi dernier, la Corée du Nord avait tiré plusieurs projectiles, dont un qui serait un missile de courte portée d'après les experts. KCNA a précisé que M. Kim avait «édicte des tâches importantes pour renforcer encore les capacités de frappe des unités de défense», ce qui pourrait annoncer d'autres tirs. «La paix et la sécurité véritables du pays ne sont garanties que par la forte capacité physique à défendre sa souveraineté», poursuit l'agence en citant le dirigeant nord-coréen. Concernant les tirs de samedi dernier, les images diffusées par les médias nord-coréens montrent un engin similaire au missile russe Iskander à un étage, d'après les experts. Si la Corée du Nord a importé des missiles Iskander de Russie, a indiqué le site 38 North, alors «elle a la capacité d'envoyer avec une grande précision des ogives sur des cibles en Corée du Sud». Pyongyang, Séoul et Washington se sont bien gardés d'utiliser le mot «missile» au sujet du lancement de samedi dernier, un terme qui pourrait remettre en cause le processus diplomatique ainsi que l'annonce nord-coréenne de la fin des essais de missiles à longue portée.



Impuissance

Cohérence

Par Fouzia Mahmoudi

Comme à chaque élection en France désormais, les semaines précédant les jours de scrutin sont toujours propices à des échanges d'hostilités du Rassemblement national avec ses adversaires politiques avec lesquels ils sont au coude-à-coude dans les sondages. Et aujourd'hui à deux semaines des élections européennes la présidente du parti d'extrême droite et certains représentants du gouvernement s'écharpent par communiqués interposés. Et le ministre de l'Économie est monté au créneau cette semaine pour défendre le président Emmanuel Macron, attaqué par Marine Le Pen qui demande à ce dernier de «partir» si la liste de la majorité «perd» aux européennes. Le ministre Bruno Le Maire estime en effet que Le Pen aurait dû être «cohérente» et elle-même «quitter la politique» après son échec à la présidentielle de 2017. Le chef de l'État français a déclaré jeudi qu'il mettrait «toute (son) énergie» pour faire en sorte que le Rassemblement national «ne soit pas en tête» lors des élections européennes du 26 mai. Quelques heures plus tard, la présidente du RN avait répondu que ce scrutin devenait «donc un référendum pour ou contre Emmanuel Macron». «J'accepte cela, mais dans ces conditions, il faut qu'il fasse comme le général De Gaulle : s'il perd cette élection, alors il devra partir», avait-elle ajouté. Pour Bruno Le Maire, «Marine Le Pen aurait dû avoir la dignité du général De Gaulle, comme elle le dit elle-même, c'est-à-dire après sa cinglante défaite en 2017 face à Emmanuel Macron, de quitter la politique». «Elle veut de la cohérence ? Qu'elle soit cohérente elle-même», a lancé le ministre de l'Économie hier, jugeant que «dire "si vous perdez une élection vous devez partir" est un «jeu dangereux». «Si à chaque fois qu'elle avait perdu une élection elle avait quitté la vie politique, Marine Le Pen, on en serait débarrassée depuis longtemps», a insisté le député LREM de Paris et ex-porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux. Pour le délégué général de La République en marche Stanislas Guerini, la présidente du RN souffre d'un «syndrome Hibernatus», restant «bloquée au débat de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de 2017» qu'elle veut selon lui rejouer. Mais Marine Le Pen n'est pas la seule à penser qu'une victoire du Rassemblement national constituerait un échec personnel pour Emmanuel Macron. À l'inverse, si LREM l'emportait, Marine Le Pen ne devrait-elle pas en tirer les conséquences ? «Marine Le Pen n'est pas présidente de la République», a rétorqué le porte-parole du RN, Sébastien Chenu. Le député La France insoumise Adrien Quatennens a dénoncé, lui, le «duel factice organisé entre Macron et Le Pen». «Mais ce n'est pas un duel factice, c'est un duel», a-t-il jugé. Reste à savoir si les Français, eux, qui sont chaque année et à chaque élection de moins en moins à se déplacer dans les urnes, se déplaceront pour ce scrutin particulier placé sous le signe du mouvement de contestation des «gilets jaunes». F. M.

Théâtre d'Oran

De nouvelles comédies à l'affiche

■ De nouvelles comédies figurent au programme d'animation élaboré pour le mois de ramadhan par la direction du théâtre régional d'Oran «Abdelkader-Alloula» dont le coup d'envoi a été donné mercredi soir.

Par Adéla S.

Il s'agit de productions des associations «Sada Chabab» (Oran), «Sabil el joud» (Oran) et «Les Amis du théâtre» (Chlef) qui proposent leurs nouveaux spectacles intitulés respectivement «El blassa», «El khich ouel khiyacha» et «Galoufa», a précisé le directeur du TRO, Mourad Senouci.

Le TRO prévoit, en outre, deux spectacles inscrits au titre d'une tournée nationale, à savoir «Ya lili», du théâtre régional de Constantine (TRC), et la pièce en tamazight «Tidak N Nna Fa» du Haut-commissariat à l'amazighité (HCA). Mercredi soir c'est «Eddouakha» qui était à l'affiche, une pièce proposée par l'association locale «Chougrani», dont le titre est inspiré du surnom du personnage principal, une femme rusée et assoiffée de pouvoir.

D'autres troupes locales sont associées à l'animation, à l'instar de celle des «Drôles Madaires» qui a pour vocation majeure le théâtre d'improvisation.

Au plan musical, une variété de genres du répertoire national

est au menu des soirées, avec des concerts proposés par les associations «Art Actif», «Chabab Bahia» et «Holm Echabab».

La danse est également au menu, à la faveur de la participation de l'Institut culturel italien d'Alger avec un spectacle de chorégraphie prévu le 23 mai.

A. S./APS



Batna

Des efforts pour inventorier 12 sites archéologiques avant la fin de l'année

Des démarches sont en cours pour inventorier pas moins de 12 sites archéologiques parmi les biens culturels de la wilaya de Batna, apprend-on mercredi du directeur de la culture, Amar Kebbour.

Les services de la Direction de la culture de la wilaya de Mila élaborent actuellement des dossiers d'inventaire de 12 sites archéologiques devant être soumis à l'approbation de la commission locale des biens culturels, créée en 2018 dans le cadre de la loi 98-04 relative à la protection du patrimoine culturel matériel et immatériel, a précisé ce responsable.

Sur le point d'être finalisée, cette opération consiste notamment en la pose du diagnostic archéologique et du relevé topographique, mais également la révision et la délimitation précise de chaque site, a-t-il ajouté.

Le directeur local de la culture a ainsi expliqué que ces sites comprennent plusieurs vestiges archéologiques, témoins des différentes civilisations qui se sont succédé à travers l'histoire dans la région des Aurès, tels que le mausolée de Flavius à Tazoult (anciennement Lambèse), les arcades de Ouyoun El Assafir, le palais de Belezma, Lamtares à Seriana ou encore la mosquée

de Sebâa Regoud à N'gaous.

L'objectif de cette opération est de valoriser et protéger, en premier lieu, ces sites contre toutes formes d'agression, a-t-il ajouté.

M. Kebbour a, dans ce contexte, fait savoir que sur les 600 biens culturels recensés dans la wilaya de Batna par les services de sa direction, seuls 20 sites et monuments sont classés dont les plus célèbres sont le site et le musée de Timgad qui font partie depuis 1982 du patrimoine mondial de l'Unesco.

Racim C.

«La vie secrète des écrivains»

Musso déclare son amour aux livres

On pensait que le précédent opus de l'auteur préféré des Français, «La Jeune fille et la nuit», était le plus personnel. Mais cette «Vie secrète des écrivains» pourrait bien l'emporter, tant Musso s'immerse dans le récit précis et efficace de ce polar insulaire déjà promis à la liste des best-sellers.

L'histoire ? Nathan Fawles, un grand écrivain aux faux airs de Roth et Salinger, demeure reclus dans l'île de Beaumont, un lieu où les habitants, plutôt hostiles à l'envahisseur, vivent isolés dans la splendeur de leur bout de terre. Désireux de rencontrer son idole, Raphaël, un apprenti-auteur, débarque pourtant sur l'île en même temps que Mathilde, une jeune journaliste un peu trop curieuse. Qu'est-ce qui relie ces trois personnages ? Pourquoi Fawles, qui ne semblait respirer que pour la littérature, a-t-il un jour cessé d'écrire ? A qui appartient ce corps de femme mutilée découvert dans le décor à la paisibilité a priori inébranlable ?

Comme pour chacun des quinze opus précédents, Musso nous cueille dès les premières lignes. On retrouve avec plaisir les paysages solaires de la

Méditerranée, ceux de l'enfance de Musso, natif d'Antibes, qui délaisse une nouvelle fois les décors américains des premiers romans. Le soleil scintille sur les eaux inquiétantes qui ceignent cette île imaginaire qu'on aimerait investir pour ses congés d'été, n'étaient les épisodes angoissants qui s'y déroulent.

Parfaitement ficelée, l'intrigue nous emporte naturellement dans le dédale de ce thriller psychologique où s'entrelacent les destins de trois figures bien campées. Le personnage de l'écrivain revenu de tout est particulièrement savoureux, qui distille quelques réflexions sur les lecteurs, les critiques, les livres et

leur place dans une société engloutie par les réseaux sociaux.

«Je n'appartiens pas à la clique des mauvais écrivains qui prétendent n'écrire que pour eux-mêmes. Tout ce qu'un auteur écrit pour lui-même, ce sont des listes de courses, qu'il peut jeter ses achats terminés. Tout le reste

(...) sont des messages adressés à quelqu'un d'autre», disait Umberto Eco, cité en exergue d'un chapitre du roman.

Le message de «La vie secrète des écrivains» est sans nul doute une belle déclaration d'amour de Musso à la lecture et à l'écriture.

R. C./Elle

Premier roman

Un chagrin d'amitié ou le beau roman d'Agathe Ruga

C'est le sujet de «Nous finirons ensemble», le nouveau film de Guillaume Canet, second volet des «Petits mouchoirs», qui passait déjà au crible l'amitié, son évolution, la place qu'elle occupe dans nos vies d'adultes. «L'évolution de l'amitié, c'est quelque chose de très fort dans une vie, c'est comme une histoire d'amour», expliquait récemment Marion Cotillard, arguant que c'était ce «sujet fort de cinéma» qui l'avait décidée à dire oui et à réendosser le rôle de Marie.

C'est aussi le thème de «Sous le soleil de mes cheveux blonds», le premier roman d'Agathe Ruga, qui narre et décortique, incise et observe une amitié féminine sur une vingtaine d'années, qui s'acheva d'un coup sec. Brigitte, la blonde mystérieuse, lunaïque et fascinante, lie son destin sur les bancs du lycée à celui de Brune, bonne élève paradoxalement fantasque, extravertie

et instable. S'ensuivront des années de complexité folle comme seules en promettent les amitiés de jeunesse, lorsqu'on a tout son temps l'une pour l'autre, que les garçons et la vie en général ne sont que le décor qui abrite deux protagonistes soudées à la vie à la mort. Des nuits sans sommeil, des soirées enivrées où l'on fume cigarette sur cigarette sans se soucier du lendemain, les petits matins dont on pense qu'ils seront éternels, comme tous les bonheurs qui jalonnent nos vingt ans. Et puis la vie qui passe, les études qui s'achèvent, la maternité et l'entretien de cette amitié qui doit survivre aux tempêtes, à la distance, au couple, aux frustrations de chacune, aux non-dits. Un jour, Brigitte rompt sans aucune explication et disparaît.

Un chagrin d'amitié peut être aussi destructeur qu'un chagrin d'amour ? On en parle peu mais l'absence d'une amie qui décide brutalement de sortir de votre vie peut laisser

exsangue. Celles qui l'ont vécu connaissent cette douleur incomprise de l'entourage qui minimise. Agathe Ruga analyse et décrit ce deuil qui doit être fait, les questions qui hantent, la part de lien amoureux que comportent les vraies amitiés. Et nous fait nous interroger sur ces êtres qui jalonnent nos vies, qu'on croit souvent aussi éternels que les instants de félicité immense que l'on partage sans se soucier de rien. Doit-on rompre lorsque l'amitié est morte, ou érodée ? Tenter de sauver ce qui reste comme on colmate un amour, ou passer à autre chose, parce que la vie nous change et qu'il vaut mieux conserver la beauté d'une relation dans un petit coffret, se souvenir de ses plus beaux moments pour ne pas l'altérer avec le ressentiment ?

Autant de questions posées dans ce beau récit très romanesque, où la violence des sentiments nous transporte.

Ag. N.



Dijon

Abeid souhaite revenir

BLESSÉ lors du match de l'Algérie face à la Tunisie après un tacle de Ferjani Sassi, Mehdi Abeid est éloigné depuis plusieurs semaines des terrains.

Le milieu international algérien continue de travailler dur en solitaire à Dijon, pour retrouver rapidement les terrains et essayer d'aider son équipe à se

maintenir en Ligue 1 la saison prochaine.

L'ancien joueur de Newcastle espère retrouver toutes ses facultés pour jouer la CAN avec l'Algérie, surtout qu'il a gagné des points lors des derniers matchs amicaux notamment avec son but contre l'équipe de la Gambie.

JS Kabylie

Les joueurs se joignent aux actions de solidarité

LES JOUEURS de la JS Kabylie prennent part à une initiative de l'association Djak El Khir à Tizi Ouzou, qui sert des repas aux nécessiteux durant le mois de ramadhan.

En effet, plusieurs joueurs dont Lyes Chetti, Bilal Tizi Bouali ou encore Abdulrazzak Fiston ont préparé et distribué des

repas en compagnie des bénévoles jeudi avant de partir à Constantine pour le match qui les attend contre le CSC samedi.

La JS Kabylie s'est associée à Djak El Khir cette année pour l'aider et l'accompagner et, symboliquement, les joueurs prennent part à l'initiative depuis le début du mois de ramadhan.

Sanction de la LFP

Benyoucef prend 4 ans de suspension

LE MILIEU de terrain de la Jeunesse sportive de Kabylie (JSK), Lyes Benyoucef, est officiellement suspendu pour une durée de 4 ans. La sanction a été prononcée ce jeudi par la Commission de discipline, indique la Ligue de football professionnel (LFP).

Le joueur de la JSK est suspendu de toute compétition ou activité sportive à compter du

28.04.2019. Il devra également s'acquitter d'une amende financière de 200 000 DA.

Pour rappel, Benyoucef a été contrôlé positif pour consommation de produits interdits, lors de la rencontre DRB Tadjenanet - JS Kabylie qui s'est déroulée le 1^{er} avril dernier pour le compte de la 25^e journée de la Ligue 1.

Quarts de finale de la Coupe d'Algérie de basket-ball Deux derbies en vedette

LES DEUX derbies, NA Hussein Dey-CRB Dar Beïda et USM Blida-WO Boufarik, sont les grandes attractions des quarts de finale de la Coupe d'Algérie de basketball dont le tirage au sort a eu lieu au siège de la Fédération algérienne de basketball (FABB).

Les quarts de finale de Dame Coupe, prévus le 21 mai prochain, seront agrémentés par deux affiches très attrayantes, deux derbies qui plus est.

A Alger, le NA Hussein Dey accueillera son voisin du CRB Dar Beïda. De prime abord, les Sang et Or partent largement favoris au vu de la prestation des deux équipes cette saison. Toutefois, les Nahdistes restent sur une qualification laborieuse pour ce tour, alors que les Beïdaouis ont créé la surprise en 8^e de finale en sortant le NB Staouéli.

A Blida, l'USM Blida sera l'hô-

te du WO Boufarik dans un derby de la Mitidja qui s'annonce très disputé. Cette empoignée de fraticide risque d'être aussi passionnante et indécise que la première, même si la balance penche plutôt du côté des Boufarikois. Effectivement, le WOB a montré de très belles dispositions cette saison où il est en course dans les deux compétitions, à savoir le championnat et la Coupe.

Pour sa part, le GS Pétroliers, tenant du trophée, ira chercher son billet pour le dernier carré à Oum El Bouaghi face à l'ASSOB, alors que le dernier quart de finale se jouera entre le RC Boumerdès et le TRA Draria.

Concernant la suite des événements, la FABB a programmé les demi-finales pour les 24 et 25 mai prochains, alors que la grande finale aura lieu le vendredi 31 mai à la salle Harcha-Hacène.

Leicester City

Slimani pourrait revenir au Sporting

AUTEUR D'UNE saison cauchemardesque sous les couleurs du Fenerbahçe, Slimani pourrait plus que jamais retourner au Portugal.

En effet, «*ABOLA*» a rapporté aujourd'hui que l'international pourrait bien faire son grand retour avec le Sporting Lisbonne dès la saison prochaine, le club lisboète aurait trouvé un accord avec les dirigeants

de Leicester pour un prêt avec option d'achat.

Le joueur aurait donné son accord à Leicester pour s'engager avec le club où il a connu ses meilleures saisons en Europe.

Slimani qui se trouve hors du groupe depuis plusieurs semaines, espère retrouver du temps de jeu la saison prochaine pour faire son retour en sélection.

Ligue I Mobilis (27^e journée)

L'USMA à l'aise, la JSK et le PAC en péril

■ Le leader de la Ligue I Mobilis, l'USM Alger, évoluera sur du velours à l'occasion de la réception de l'O Médéa dans son antre du stade Omar-Hamadi d'Alger.

Par Mahfoud M.

Les Rouge et Noir qui savent qu'ils n'ont plus droit à l'erreur sous peine de se faire rattraper par leurs concurrents directs, se doivent donc de l'emporter face à cette équipe qui lutte pour sa survie en Ligue I. Les pouillains de Kébir se présenteront avec une grande détermination pour tenter de l'emporter et éviter un autre cauchemar, surtout qu'il ne leur reste que le championnat pour sauver leur saison catastrophique, où ils ont été éliminés, tour à tour de la Coupe de la CAF, de la Coupe arabe et de la Coupe d'Algérie. Les choses sont claires pour les Algérois qui se doivent de prendre les trois points lors de ce match et faire très attention à cette équipe de Médéa qui ne se déplacera pas en victime expiatoire. Les gars du Titteri feront tout pour revenir avec le meilleur résultat possible, garder une lueur d'espoir et espérer se maintenir en Ligue I, même s'ils savent que ce ne sera pas facile. Le dauphin, le Paradou AC, aura un déplacement périlleux à effectuer en donnant la réplique au MO Béjaïa, une équipe qui souhaite éviter le purgatoire et aura besoin des points de cette rencontre. Les Jaune et Bleu qui ont l'habitude de ce genre de défis espèrent revenir au moins avec le point du nul pour rester dans la course au titre, mais ce ne sera pas facile devant une équipe qui se doit de l'emporter pour ne pas sombrer définitivement. Dans un match qui se jouera à



Les Rouge et Noir décidés à l'emporter

huis clos au stade chahid Hamlaoui de Constantine, la JS Kabylie qui est à deux points du leader, souhaite prendre remporter cette rencontre sachant que les Sanafirs sont dans une situation difficile, depuis leur élimination de la Coupe d'Algérie et avant en Ligue des champions d'Afrique. Un choc aura lieu entre la JS Saoura et le MC Alger qui tenteront, tous deux, de jouer le podium même si ce ne sera pas facile vu que d'autres formations seront concernées par la troisième place, qualificative à la Coupe de la CAF. Le NA Hussein-Dey qui a tout perdu cette saison après avoir joué sur trois tableaux, rencontre l'ES Sétif et se doit de l'emporter pour s'assurer le maintien mathématiquement. Au bas du tableau, la lutte sera féroce entre les formations qui luttent pour le maintien et la décantation ne risque pas de se faire aujourd'hui encore. Ainsi, le DRB Tadjenanet reçoit le MC Oran, soit un autre club qui

joue le maintien. Logiquement, les Tadjenantis partent avec les faveurs du pronostic mais tout reste possible. Au stade du 20-Août d'El Bordj, le CABBA local croisera le fer avec le CRB dans une rencontre à six points, étant donné que les deux formations ont le même objectif, celui d'éviter la relégation. Même scénario à Ain M'Ilili où l'ASAM rencontre une autre formation qui souhaite éviter la relégation, à savoir l'USMBA.

M. M.

Le programme :
Samedi 11 mai 2019 à 22h30 :
 NAHD-ESS (16h)
 USMA-OM
 CSC-JSK (A huis clos)
 DRBT-MCO
 CABBA-CRB
 JSS-MCA
 MOB-PAC
 USMBA-ASAM

Adversaire de l'EN en CAN 2019

Le Kenya en stage à Paris

Alors que nous attendons toujours la confirmation du programme de préparation de l'équipe d'Algérie, le premier adversaire des verts lors de la CAN 2019, à savoir le Kenya, vient d'annoncer le sien.

Les coéquipiers de Victor Wanyama - qui vient de se qua-

lifier en finale de la Champions League avec Tottenham (tout comme Divock Origi dont le père est un ex-international kenyan qui a joué la CAN 1990 en Algérie) - vont passer 19 jours à Paris à partir du 31 mai à Marcoussis, le centre de préparation de l'équipe de France de

rugby. Ils vont y disputer deux matchs amicaux, un premier face à Madagascar le 7 juin, et le second face à la Gambie, le 15 juin. Ils rejoindront le Caire le 19 juin directement depuis Paris, avant d'affronter l'Algérie le 23 du même mois.

Empoli

Une belle consécration pour Bennacer

qui va partir en fin de saison à la Fiorentina.

Agé de 21 ans, Bennacer a déclaré sur son compte twitter qu'il était «*fier*» de recevoir le prix du meilleur joueur de la saison, remerciant le club, les supporters et ses coéquipiers.

Auteur d'une saison époustouflante, Bennacer veut quitter son équipe une fois le maintien d'Empoli en Serie A assuré. Il est

sur les tablettes de plusieurs clubs en Italie et à l'étranger, selon la presse spécialisée.

Bennacer avait pris part au match de la sélection algérienne contre la Gambie (1-1) le 22 mars dernier au stade Mustapha-Tchaker de Blida pour le compte de la sixième et dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2019.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

MDN

Louisa Hanoune placée en «détention provisoire» dans une prison civile de Blida

LOUISA HANOUNE, secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), a été placée jeudi après-midi en «détention provisoire» par le tribunal militaire de Blida dans une prison civile de cette wilaya, a-t-on confirmé auprès du ministère de la Défense nationale (MDN). M^{me} Louisa Hanoune a été convoquée auparavant par le juge d'instruction près le tribunal militaire de Blida pour être entendue dans le cadre de l'enquête ouverte contre Athmane Tartag, Mohamed

Mediène et Saïd Bouteflika, poursuivis pour «atteinte à l'autorité de l'Armée et complot contre l'autorité de l'Etat». Pour rappel, le juge d'instruction militaire près le tribunal militaire de Blida a ordonné, le 5 mai courant, le placement en détention provisoire de Athmane Tartag, Mohamed Mediène et Saïd Bouteflika pour «atteinte à l'autorité de l'Armée» et «complot contre l'autorité de l'Etat», avait indiqué un communiqué de la Cour d'appel militaire de Blida.

APS

Saïda

Un mort et quatre blessés dans un accident de la route

UNE PERSONNE a trouvé la mort et quatre autres ont été blessés dans un accident de la circulation survenu dans la wilaya de Saïda, a-t-on appris hier des services de la Protection civile. Le drame est survenu jeudi soir, près du village Timlates, relevant de la commune de Sidi Ahmed, lorsqu'un véhicule de tourisme est entré en collision avec un camion

semi-remorque. La victime, une femme de 29 ans, a trouvé la mort sur place alors que quatre passagers, dont deux enfants, ont été blessés. La dépouille de la jeune femme a été déposée à la morgue de l'hôpital Ahmed Medeghri et les blessés ont été pris en charge par la polyclinique d'Aïn Lahdjar, a-t-on précisé de même source.

M. O.

Ramadan à Gaza



Loumis

Djalou@hotmail.com

Ain El Hammam (Tizi Ouzou)

Deux immeubles menaçant de s'effondrer seront démolis la semaine prochaine

Par Hamid M.

Les services de la wilaya de Tizi Ouzou ont enfin décidé de prendre en charge le grave problème de glissement de terrain qui menace au moins deux immeubles depuis plusieurs semaines à Ain El Hammam (54 km au sud-est de Tizi Ouzou). Les services de la Direction de l'urbanisme et de la

construction ont pris l'engagement, avant-hier devant les élus de cette municipalité, de dépêcher une entreprise pour procéder à la démolition de ces immeubles qui menacent de s'effondrer suite à un important glissement de terrain enregistré dans cette zone. Ces deux immeubles, construits récemment et qui pendent vers l'espace réservé au marché, en

contrebas, menacent de s'écrouler à tout moment selon des habitants qui ont tiré la sonnette d'alarme il y a plusieurs semaines. Les élus ont annoncé, jeudi, la nouvelle aux habitants de la localité après cette longue attente. L'opération sera prise en charge sur le budget de la wilaya et non celui de la commune.

H. M.

Publicité

Win Max

1.000+ : 2.000+ : 3.000+ : 4.000+ | 5.000+ | 6.000+ | 7.000+ | 8.000+ Win Max Libre
Profitez au max de ramadhan avec la promo Win Max Libre*

1300

27 Go

∞ + ∞
f WhatsApp Mobilis

6h D'appels vers tous

2000

53 Go

∞ + ∞
f WhatsApp Mobilis

8h D'appels vers tous

3500

90 Go

∞ + ∞
f WhatsApp Mobilis

12h D'appels vers tous

50%

BONUS
sur le volume internet

* Promo Win Max Libre valable jusqu'au 31 mai

www.mobilis.dz

موبيليس
mobilis®